

Communiqué du MRAP, 12 décembre 2023

## **18 décembre : les migrants, éternelles victimes de jeux politiques honteux**

**Le 18 décembre est la journée internationale des migrants, décidée par l'ONU. En 2022, ce sont encore 100 millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui ont quitté leur pays. Leurs motivations sont variées. Ils fuient des persécutions, la misère, les dérèglements climatiques ou aspirent simplement à une vie meilleure ou différente.**

Ces migrations sont un phénomène humain constant et légitime dans l'histoire de l'humanité. C'est seulement une décision politique qui en fait si souvent un drame humain, drame qui se joue à la plupart des frontières du monde, en Méditerranée comme dans la Manche, au Mexique comme en Birmanie.

Parvenus dans un pays d'accueil comme la France, leur parcours du combattant n'est hélas pas fini, entre les refoulements illégaux aux frontières, les obstacles administratifs insurmontables, la précarité extrême et l'exploitation éhontée. Et cette aventure éprouvante se termine trop souvent par une expulsion désastreuse.

Les politiques, quant à eux, continuent à rivaliser de discours stigmatisants pour les migrants, à exploiter honteusement des drames ponctuels, à construire et alimenter les pires fantasmes comme celui du « grand remplacement ». Darmanin, croyant qu'il va séduire l'électorat de droite et d'extrême droite, se bat depuis un an et demi pour imposer « sa » loi anti-immigration, un énième catalogue de « durcissements ». Il a ainsi ouvert une lamentable course à tous les totems xénophobes anti-immigration, de la suppression de l'Aide Médicale d'État au refus principal de toute régularisation, en passant par le durcissement du regroupement familial et les quotas. Le résultat de cette loi sera de plonger des centaines de milliers de personnes dans une précarité toujours plus profonde.

La même sinistre comédie est en train de se jouer au niveau européen. Un « Pacte migratoire » est en cours de négociation, qui reprend le thème du renforcement du contrôle aux frontières de l'Europe, au prix d'une fragilisation du droit d'asile, mais qui prévoit aussi une externalisation systématique de la gestion des migrants, retenus dans les pays de transit. C'est seulement en temps de « crise migratoire aiguë » que l'Europe pourrait activer une solidarité minimum avec les pays de première arrivée comme l'Italie ou la Grèce.

En dépit de ces postures politiques, la réalité démographique et économique de la plupart des pays de l'OCDE impose en fait la circulation des populations entre les pays. En France aussi, le patronat ne cache pas qu'il aspire à des mouvements de mains d'œuvre plus importants et à la régularisation de ses précieux travailleurs « sans-papiers ». Un point du projet gouvernemental est justement une officialisation des régularisations pratiquées par la circulaire de 2012, officialisation très partielle, mais suffisante pour devenir l'objet des crispations les plus absurdes.

Le 18 décembre, le MRAP appelle tous les militants attachés aux droits humains à se mobiliser. Ses comités sont disponibles pour toutes les formes d'actions unitaires qui montreront que le combat pour un accueil digne et solidaire des migrants est toujours vivant en France. Le MRAP est engagé, avec d'autres associations, dans une dénonciation et un

refus de la nouvelle loi, dans l'exigence d'une régularisation massive de tous les étrangers présents dans le pays, pour leur assurer l'égalité complète des droits.

Le point de vue du MRAP est celui de la solidarité avec les migrants, tous les migrants, tous les hommes, femmes et enfants qui cherchent et doivent trouver en France une vie meilleure. C'est aussi le point de vue de l'avenir de l'humanité qui ne peut passer que par la libre circulation et la libre installation de tous dans le « village planétaire ».

Bureau National du MRAP  
Paris, le 12 décembre 2023